

# Villers-Saint-Paul (OISE)

## Une histoire liée à celle de l'industrie chimique (1)

### 1920-1975.....

### Une commune, une usine.

En 1911, Villers-Saint-Paul est une commune rurale de 903 habitants totalement à l'écart du mouvement d'industrialisation qui touche depuis une cinquantaine d'années le bassin creillois et s'étend progressivement à toutes les autres communes limitrophes : Thiverny, Cramoisy, Saint-Maximin, Saint-Leu-d'Esserent et Laigneville. Villers-Saint-Paul partage cette singularité avec Verneuil-en-Halatte de l'autre côté de l'Oise.

Il est vrai qu'en 1914, la vallée du Thérain est toujours l'axe industriel

du département et que la vallée de l'Oise en amont de Creil est peu industrialisée.

En 1931, Villers-Saint-Paul compte 2278 habitants soit une progression de 152% en vingt ans. L'explication de cette explosion démographique en discordance complète avec le reste du département se trouve dans l'implantation sur le territoire de la commune d'une usine chimique.

Villers-Saint-Paul est en effet l'une des quatre communes du département dont l'histoire est indissociable de celle d'une usine. Les trois autres sont Laigneville et Desnoyers, Thourotte et Saint-Gobain, enfin Sérifontaine et Tréfilimétaux.

Cet article cherche à déterminer l'impact de l'usine sur l'histoire de la commune mais aussi les liens et les

échanges qui unissent ces deux entités.

Dans un premier temps, je présenterai l'implantation de l'usine et son expansion de 1919 à 1940, ce qui me conduira à analyser les conséquences de cette implantation pour la commune ; enfin, dernière partie, j'aborderai la période 1940-1975 sans séparer aussi nettement que précédemment l'évolution de ce que j'appelle les deux entités.

### L'USINE 1919-1940

Il y a selon moi trois facteurs explicatifs.

L'existence avant-guerre, de l'autre côté de la rivière Oise, d'une usine de ce type.



La Compagnie parisienne d'aniline créée vers 1875 par Jean-Théodore Coupier et passée en 1882-1883 sous le contrôle du groupe allemand Hoechst. L'usine du Tremblay, comme on l'appelle dans la région, emploie en 1914 une centaine d'ouvriers. Lorsque la Première guerre mondiale éclate, elle est placée sous séquestre tout comme d'ailleurs la Compagnie Générale d'Electricité, propriété du groupe Siemens, installée dans ce qui va devenir l'Ecole Nationale Professionnelle de garçons.

Deuxième explication, la nécessité pour la France de se doter d'une industrie des colorants chimiques, secteur jusque-là monopole de l'industrie allemande.

Dernier facteur naturellement, la situation géographique. Villers-Saint-Paul offre un site idéal entre l'Oise et la voie ferrée.

Après des péripéties liées à des questions immobilières et à l'évolution du front, la Compagnie Nationale des Matières Colorantes et produits chimiques créée sous l'impulsion du gouvernement français et dont le siège social est 134 boulevard Haussmann à Paris, achève en 1919 la construction du premier bâtiment pour la fabrication de l'indigo.

C'est le point de départ d'agrandissements successifs : atelier de mécanique, chaudronnerie, menuiserie etc..., d'expansion interne (l'usine produit, à partir de 1921, du bleu de méthylène et en 1923, de l'auramine), et d'expansion externe (la Compagnie Nationale des Matières Colorantes achète en 1921 l'usine du Tremblay). Le directeur de la nouvelle usine, Georges Forel, né à Brebotte dans le Territoire de Belfort en 1864 est domicilié rue de Vaux à Creil. Ses deux enfants sont nés à Lyon. L'usine emploierait alors environ 600 personnes.

En octobre 1923, la Compagnie Nationale des Matières Colorantes, dont le passif se monte à un peu plus de 30 millions de francs, fusionne

avec la Manufacture des produits chimiques du nord, établissements Kuhlmann, pour former la Compagnie Nationale de Matières Colorantes et Manufactures de produits chimiques du Nord réunies, établissements Kuhlmann. En fait cette dernière entreprise, Kuhlmann, dont le capital se monte à 100 millions de francs, absorbe la première par augmentation de son capital porté à 150 millions de francs.

L'annonce légale parue dans la presse locale nous permet de connaître l'apport de la CNMC. Dans l'Oise, la CNMC possède l'usine du Tremblay d'une contenance totale de 19 hectares 82 ares dont 1 hectare 30 pour les ateliers, les magasins, les bureaux et les laboratoires. Elle est en outre propriétaire de 10 maisons ouvrières construites par la société anonyme d'habitations à bon marché " La Grande famille " à Nogent-sur-Oise.

Elle apporte enfin l'usine de Villers-Saint-Paul-Rieux construite sur 48 hectares, deux villas à Verneuil-en-Halatte, trois à Villers-Saint-Paul, trois à Rieux, six à Creil et une usine à Nogent-sur-Oise louée alors à la société générale de tonnellerie mécanique, enfin plusieurs maisons à Creil.

L'apport fusion, comme on dit, favorise la croissance de l'usine de Villers-Saint-Paul qui compte 1 100 ouvriers en 1926.

La fabrication du formol commence en 1929 et l'électrolyse du chlorure de sodium est réalisée à partir de 1931.

On crée dans l'enceinte de l'usine deux filiales : la société " acéto-synthèse " en 1926 et en 1931 la société " Vapeur et électricité ", filiale de Kuhlmann, qui fournit à l'usine sa vapeur et son courant électrique.

A la veille de la Seconde guerre mondiale il existe aussi une société de recherches pour combustible sur le pétrole synthétique qui emploie une cinquantaine de personnes et qui, contrairement aux deux autres, a un directeur différent de l'usine de Villers, Audibert.

En 1937, l'usine de Villers-Saint-Paul emploie 1 876 salariés et verse une taxe d'apprentissage évaluée à 7.409.000 francs soit trois fois environ celle versée par Brissonneau et Lotz, les Forges et Aciéries ou encore C.I.M.A.-Wallut.

## LA COMMUNE

Le visage de la commune en est complètement bouleversé même si tous les salariés ne sont pas domiciliés à Villers-Saint-Paul. Deux exemples : à Rieux, il y a 55 salariés de Kuhlmann en 1926 et 65 en 1936 et à Creil à la même date 351 personnes travaillent à Villers.

### Bouleversement démographique d'abord :

En 1921, 103 personnes recensées à Villers-Saint-Paul (10% de la population totale) travaillent à l'usine. Elles sont principalement installées rue de Moysicourt, rue du Bac et dans l'Ecart du Bac, et représentent 45% de la population totale dans cet écart, 28% rue du Bac et 12% rue du Moysicourt.

En 1926, on recense 1 631 habitants soit une augmentation de 51% en cinq ans et parmi eux 354 étrangers contre 54 en 1921.

### Les étrangers en 1926

<b>Polonais</b>	<b>213</b>
<b>Belges</b>	<b>56</b>
<b>Slovaques</b>	<b>54</b>
<b>Russes</b>	<b>8</b>
<b>Italiens</b>	<b>5</b>
<b>Grecs</b>	<b>3</b>

C'est désormais 406 personnes qui travaillent alors à l'usine soit le quart de la population communale. Mais si on en trouve encore 45 rue de l'Eglise, 30 rue de Moysicourt et 30 rue du Bac, ils sont 107 dans ce que le recensement appelle les " dortoirs " et 140 à la cité des colorants. La cassure est apparue entre un centre-ville où les

étrangers vivant essentiellement dans des pensions ne représentent que 10,8% de la population et la proximité de l'usine où les étrangers représentent 48% de la population totale.

Pour l'histoire du département en général et du bassin creillois en particulier, le recensement de 1926 est essentiel. Pour la première fois, il mentionne l'installation de travailleurs algériens dans le bassin creillois (plus de 60), les uns recensés comme étrangers et d'autres comme français.

En 1931, Villers-Saint-Paul compte 2278 habitants soit 40 % en plus par rapport à 1926. La population étrangère a plus que doublé, 712 personnes, et représente désormais 31,3 % de la population totale. Les salariés de Kuhlmann, 561, sont 30 dans la rue des Combattants, 50 dans la rue de l'Eglise et 28 rue du Bac mais désormais ils sont plus des trois quarts domiciliés à la Cité ou au hameau du quai de l'Oise.

La Cité où les étrangers représentent 60 % des habitants. On recense enfin 74 Algériens dont 40 dans le Hameau du Bac mais aucun dans la Cité.

En 1936, la croissance démographique a fortement ralenti, + 84 habitants, et le nombre des étrangers a diminué, ils ne sont plus que 518. La crise est passée par là et les étrangers ont été les premiers touchés.

### **Bouleversement démographique donc mais aussi structurel :**

De nombreux quartiers apparaissent. Pour faire face à l'explosion démographique, la commune est obligée d'accroître son personnel municipal, elle doit aussi agrandir le cimetière, construire de nouvelles classes. En novembre 1924, on déplace une cloison dans l'école inaugurée une vingtaine d'années plus tôt.

En 1926 il faut agrandir le bâtiment ; en 1931 on demande l'ouverture d'une troisième classe à l'école des garçons et à l'école des filles. On envisage l'ouverture d'une classe



enfantine. En 1935, c'est une quatrième classe qu'il faut et en 1937 une cinquième.

Le conseil réalise aussi à partir de 1924 l'électrification de la commune (le conseil municipal avait voté le principe de l'éclairage au gaz le 6 octobre 1912). En 1930, c'est l'adduction d'eau potable qui est mise en œuvre. Le conseil dans sa réunion du 1er Mars 1930 "tient à remercier à cette occasion la direction des établissements Kuhlmann qui consent à participer à la dépense totale pour une somme de 100 000 francs". Et je passe rapidement sur les demandes pour obtenir l'arrêt de trains plus nombreux ou les dépenses pour la construction d'un abri à la gare.

### **Bouleversement politique enfin :**

Le conseil municipal change. En 1919, le conseil municipal est celui d'une commune rurale : quatre propriétaires, un cultivateur, deux débitants, un commerçant, un artisan, deux retraités du Nord et un brasseur. Peu marqués politiquement, les conseillers sont d'abord des gestionnaires. Pourtant, pour la première fois, trois socialistes ont été élus, au deuxième tour. En 1929, ils sont huit sur seize et en 1935 onze sur seize.

En juin 1938, un socialiste devient maire de Villers-Saint-Paul, Constant Boudoux.

Toutefois, force est de constater qu'il y a peu de salariés de chez Kuhlmann au conseil municipal, six en 1935. Cette remarque pose aussi le problème de l'intégration des nouveaux habitants même si les étrangers ne votent pas.

Autre signe de cette évolution politique, le 12 juin 1933, le conseil décide de rebaptiser un certain nombre de rues, le choix est révélateur:

La rue des Combattants devient la rue Aristide Briand, la rue de Moysicourt devient la rue Jean Jaurès, la rue du Bac devient la rue Albert Thomas, la rue Colin, la rue Pasteur.

L'industrialisation de la commune s'est accompagnée du développement des organisations ouvrières. Une cellule communiste fonctionne dans l'usine en 1925, elle ne semble pas avoir eu une activité durable sans doute à cause de la répression.

Une section socialiste existe à partir de 1927. Cependant que parmi les trois dirigeants qui marquent les années 30 aucun ne vient de l'usine : Constant Boudoux est commerçant, Pascal Loire est employé des chemins de fer et Alexandre Lemaire, employé des PTT. Seul Robert Malbranc, secrétaire en 1938, est ouvrier chez Kuhlmann. Il semble qu'il n'existe pas de syndicat avant le Front Populaire si ce n'est une tentative en 1925. A cette date, Bloquet, secrétaire



général unitaire des produits chimiques de l'Oise, est venu tenir des réunions avec un délégué polonais, Olzanski.

En 1936, l'usine est en grève du 6 au 12 juin, grève totale qui touche mille cinq cents personnes. L'usine est occupée, des représentations théâtrales y sont données. Comme dans le reste du pays on assiste à une véritable " explosion " des effectifs syndicaux. Selon certaines sources, le syndicat C.G.T. regroupe, en novembre 1936, 1553 ouvriers sur 1560 ouvriers. Il est représenté aux congrès nationaux de la C.G.T.. Parmi les dirigeants en 1937 et 1938, on note la présence d'un délégué polonais, Slovinski Stanislas, né en 1909, d'un délégué nord-africain, Amar Rabti, né en 1911, et d'une seule femme sur 24, Clara Dehamme, responsable de la section socialiste après guerre. Il existe enfin un syndicat de la maîtrise lui aussi adhérent à la C.G.T..

Le Front Populaire favorise aussi l'éclosion et la croissance de toutes les organisations ouvrières. Il existe une cellule communiste, un groupe des jeunes socialistes et surtout des associations sportives. On assiste sur ce terrain à une véritable concurrence entre l'usine et les organisations

ouvrières soutenues par la mairie. Voilà ce qu'écrit Fournet en février 1937 :

*" Aux sportifs du Front populaire. Nous avons le plaisir de vous informer que le Sportif villersois s'étant réorganisé pour la pratique de tous les sports sous l'égide de la F.S.G.T. nous serions heureux de vous accueillir parmi nous. Classe contre classe, faisons échec au sport bourgeois et par là même contre le fascisme ".*

A l'époque à côté du football-club de Villers-Saint-Paul, l'entreprise patronne un club d'athlétisme, un club de basket, de boxe, de ping-pong et de natation.

Le conseil municipal de son côté entreprend de développer la pratique du sport. Il crée un club de football sous l'égide de la F.S.G.T., pour cela il transforme, près de la gare, une prairie en terrain de sport, trace un terrain de football et un boulo-drome, construit un bâtiment pour vestiaire et rangement de matériel et dresse un portique pour l'entraînement des pompiers. Enfin dans la cavée Saint-Paul, 200 mètres au dessus du cimetière, est monté un stand pour le tir de précision à la cible.

Au sein de la F.S.G.T., créée dans le département en mars 1937, les associations villersois sont bien représentées : il y a un club de gymnastique, de cyclisme, de boule, de marche, et de natation. Des élus de la commune y jouent un rôle de premier plan. Jules Neveu, débitant, puis Pierre Robert, cheminot, tous les deux conseillers municipaux, sont successivement trésoriers.

## 1940-1975

La seconde guerre mondiale porte un coup d'arrêt momentané au développement de l'usine. Elle ne compte plus que 1 128 ouvriers et produit 346 tonnes de colorants en août 1940. Toutefois la reprise est rapide. En 1941, à une enquête préfectorale, la direction répond qu'elle emploie 2 201 ouvriers et produit 2 188 tonnes de colorants.

La défaite et l'occupation ont aussi pour conséquence le changement de nom et de statut de l'entreprise. La firme allemande I.G. Farben aurait souhaité réunir les principales usines fabriquant des matières colorantes dans une société dont elle aurait la majorité du capital et à laquelle elle

interdirait d'exporter en l'obligeant aussi à se fournir auprès d'elle pour tous les autres produits. Le gouvernement français s'était inquiété de ces prétentions et un accord était intervenu en novembre 1941. La participation allemande est limitée à 51 % du capital dans la nouvelle entreprise baptisée Francolor et dirigée par un homme favorable aux positions allemandes.

Après la libération, nous entrons dans cette période faste d'expansion économique que l'on nomme les 30 glorieuses. Francolor dispute alors à Brissonneau, Usinor et Saint-Gobain la place de premier employeur industriel du département. En 1955, l'usine emploie 2324 salariés, soit 1692 ouvriers, 201 employés, 302 techniciens et 129 ingénieurs. 2583 en 1971 et 2800 en 1979.

Grâce à la thèse de Raymond Lazzarotti, nous possédons une description de l'usine au milieu des années 60.

Elle occupe 40 hectares dont 8 couverts, la cité ouvrière couvre 22 hectares 40 et il reste 112 hectares disponibles, soit une superficie totale de 175 hectares. Elle possède 7 km 500 de voies ferrées et un réseau routier interne de 3 km 800, elle dispose d'un port fluvial avec deux ponts roulants, d'une halte S.N.C.F. (les Près roseaux) et d'une passerelle commencée en 1946 et inaugurée en février 1951. Elle possède en outre une annexe dit Forclum à Rieux acquise en 1946 et utilisée pour les réparations et le stockage des emballages, la société " Vapeurs et électricité ", la société acéto synthèse et un laboratoire à Nogent-sur-Oise pour le contrôle biologique des produits pharmaceutiques. L'usine, qui depuis 1956 produit de l'éthyl et de la méthylaniline, produit 14 000 m3 de colorants par an en 1965.

Lazzarotti ajoute que Francolor possède 80 logements d'ingénieurs (32 à Chantilly et 29 à Creil), 300 logements en cités ouvrières dont 200 à Villers-Saint-Paul et des baraquements pour ouvriers étrangers.

Il y a un restaurant qui fournit 800 repas par jour, une bibliothèque, une crèche, une société musicale, un club sportif (football, basket, tennis, escrime et boule).

A l'époque les salariés sont domiciliés à Villers-Saint-Paul (879), Creil (419), Nogent-sur-Oise (213), Verneuil (195), Rieux (129), Montataire (30), Laigneville (26) et Thiverny (2).

L'évolution démographique de la commune suit l'état de santé de l'usine. L'expansion démographique réapparaît entre 1946 et 1982. Villers-Saint-Paul voit sa population passer de 2 539 habitants à 5 545. La croissance est particulièrement forte entre 1954 et 1962 (19,8%) et 1968 et 1975 (28,9%). La population étrangère demeure importante mais ne retrouve pas les chiffres des années 1930. 421 étrangers en 1954 (14% de la population totale), 877 en 1975 et 1009 en 1982 (18,2%).

La commune qui jusque-là s'était agrandie presque exclusivement en direction de la vallée, ou plus exactement de l'usine, va se développer vers le Nord et " prendre de la hauteur ".

La Seconde guerre mondiale marque une autre rupture, politique celle-là. La division des partis de gauche fait perdre la municipalité à la SFIO. Aux élections municipales de 1945, 1947 et même 1953 des socialistes se présentent en ordre dispersé sur plusieurs listes et s'opposent parfois même au sein du conseil municipal.

A partir de 1947, Madame Suzanne Parizet est adjointe, c'est la première fois qu'une personne ayant des liens avec l'usine accède à ce poste et en 1959, un salarié de l'usine, Gaston Lepite, qui y travaille depuis la création ou presque, devient Maire.

Les syndicats eux disposent chez Francolor d'un fief.

La C.G.T. puissante à la libération se divise en 1947. La présence d'Henri Delaplace, futur secrétaire départemental de Force Ouvrière,

explique l'existence d'un groupe socialiste d'entreprise dès 1947. Les G.S.E. jouant un rôle essentiel dans la création de Force Ouvrière.

Si la C.G.T. reste la force dominante chez les ouvriers (elle obtient en effet plus des deux tiers des suffrages lors des élections professionnelles), ce qui frappe c'est la grande stabilité du corps électoral. En 1951, les élections pour les délégués du personnel donnent 7 élus à la C.G.T., 2 à F.O. et 1 à la C.F.T.C..

Vingt ans après, en 1971, on a 7 élus C.G.T., 2 F.O. et 1 C.F.D.T, en voix respectivement 67 %, 20 % et 13 %. A l'inverse, chez les agents de maîtrise, F.O. qui dominait en 1951 avec 2 élus contre 1 à l'union C.G.C.-C.F.T.C, est devancé, en 1971 par la C.G.T., non en sièges mais en voix (37% contre 35% et 15% à la C.F.D.T. et 13% à la C.G.C.).

Les années 1970 marquent la fin de la grande période de l'industrie chimique à Villers-Saint-Paul ou plus exactement la fin d'une époque. Car, malgré des vicissitudes l'industrie chimique est encore présente sur le site.

## Jean-Pierre Besse

### Sources :

*Archives départementales de l'Oise, série M, listes nominatives de recensement.*

*Archives municipales de Villers-Saint-Paul, Délibérations du conseil municipal.*

*Le Cri populaire de l'Oise, 1920-1939.*  
*La Gazette de Creil, 1919-1939.*

*Raymond Lazzarotti, L'industrie et les complexes industriels de la vallée de l'Oise, Gap, 1968.*

*René Marchois, De l'usine du Tremblay à celle de Villers-Saint-Paul, les Amis du Vieux Verneuil, n°56, décembre 1995.*



# Villers-Saint-Paul (OISE)

## Une histoire liée à celle de l'industrie chimique (2)

### 1975/2002...

## Des années de restructurations et de doutes

Le milieu des années 1970 marque un tournant dans l'histoire du développement du site industriel de Villers-Saint-Paul. En effet, le choc pétrolier de 1973 commence à avoir des répercussions sur toute l'industrie. Les matières premières deviennent plus chères à l'achat et les produits manufacturés (colorants et intermédiaires) du site de Villers-Saint-Paul deviennent donc moins compétitifs par rapport aux pays non importateurs.

C'est le début d'une ère nouvelle pour l'usine où les plans de restructurations pour limiter le personnel et l'éclatement de l'usine initiale en plusieurs sociétés vont se multiplier. Cette époque correspond à une dynamique des syndicats, véritables défenseurs des potentialités de ce site. Voir l'usine diminuer son activité c'est laisser mourir une partie de l'histoire locale.

L'époque où l'usine faisait vivre la commune semble révolue avec ces restructurations. Cette époque contemporaine peut être divisée au moins en trois parties : Les années 1975-1982 voient la vente de la branche colorants de l'entreprise Ugine Kuhlmann au groupe britannique ICI. Les années 1980 sont une période morose où les hommes comme les activités sont de plus en plus menacés et où l'on s'interroge sur l'avenir du site. Enfin, en 1992, l'usine devient Elf Atochem et avec les entreprises Francolor Pigments, Cray Valley Total Chimie et ARCO, elles se partagent à cinq la plate forme industrielle.

L'activité s'est donc aujourd'hui spécialisée et diversifiée grâce aux PME et PMI qui emploient plus de 600 personnes sur le site. Le site industriel est toujours là mais il a perdu son identité et son unité. Celle que les anciens villersois appelaient " la Colorante " n'existe plus.

### 1975-1982 : une fin de vie pour le groupe chimique PCUK.

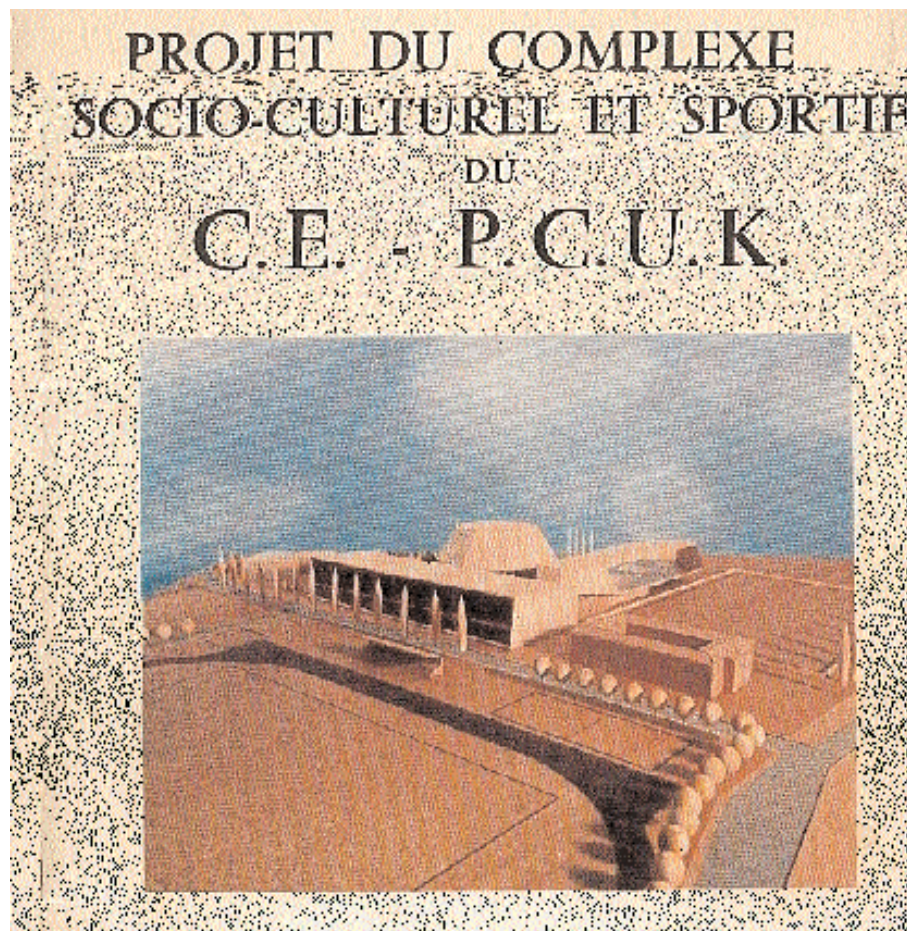
En 1975, on estime à 17 750 les salariés du groupe PCUK dont 2 737 à Villers-Saint-Paul. Ce groupe industriel possède un Comité Central d'Entreprise qui gère quatre centres de vacances accueillant les salariés, leurs familles et les retraités de l'entreprise

et subventionne aussi les mutuelles.

Le Comité d'Entreprise gère toutes les autres activités sociales (crèche, fête de Noël, associations des anciens travailleurs, bibliothèque et colonies de vacances) et les clubs sportifs. Il est très actif sur le site de Villers-Saint-Paul. La municipalité s'est rarement souciée de développer ces activités car le Comité d'Entreprise de l'usine Kuhlmann le faisait pour elle.

On dit parfois que " Villers-St-Paul a vécu à l'ombre de la cheminée". Ce paternalisme d'entreprise paraissait à l'époque assez naturel.

Ainsi le 12 mars 1976, le Comité d'Etablissement a donné son accord pour entreprendre une étude relative à la construction d'un équipement



Page de couverture du projet du Comité d'Etablissement

socioculturel et sportif. Le Comité d'Etablissement a fourni à tous les salariés une brochure de présentation du projet et a demandé à chacun de s'exprimer dans un questionnaire afin de juger le projet, les coûts, la conception envisagée. Ce projet est divisé en trois tranches dont la construction est programmée sur 15 ans. La première tranche concerne une salle omnisports à deux niveaux (dont un boulodrome couvert), puis une piscine, équipement rare et très coûteux, et enfin, une grande salle d'activités multiples. Cet équipement est estimé à 1,5 milliards d'anciens franc, équivalent de quatre années de budget du Comité d'Etablissement. Le remboursement d'emprunts pour le Comité d'Etablissement doit s'étaler sur 21 ans.

C'est la première fois qu'un tel projet est porté par un Comité d'Etablissement depuis leur création en 1946. Cet équipement se justifie, selon le Comité d'Etablissement, par une amélioration des activités sportives et culturelles et par le remplacement du boulodrome extérieur par l'extension du laboratoire de la division " Plastique "

Finalement, seul le bâtiment principal sera réalisé comprenant une salle omnisports, une salle de cinéma et un boulodrome extérieur. Les autres projets seront abandonnés du fait de la dégradation de la situation de l'entreprise. On multiplie les Cessions Anticipées d'Activité et les embauches diminuent.

Avec le choc pétrolier, le coût des matières premières augmente et le site de Villers-Saint-Paul devient de moins en moins compétitif. La plate-forme voit son activité se réduire, ce ralentissement provoque une vague successive de sept plans de restructuration du personnel. Le premier a lieu en 1979 et concerne les colorants. Ce plan prévoit la suppression de 507 postes dont 300 mutations et 200 CAA, des membres du personnel âgés de 57ans 1/2 ou de 58 ans partent en décembre 1979. Les ouvriers maghrébins sont les premiers touchés par ces vagues de

restructuration. Bientôt, un autre plan concerne le méthanol ou les colles urée-formol.

Les syndicats et la municipalité se mobilisent ; un appel à la solidarité est lancé et recueille 350 signatures de soutien. Les syndicats regrettent par ailleurs que la Direction n'ait pas développé la recherche dans le secteur des colorants afin de mettre au point de nouveaux procédés. Ces investissements auraient pu avoir lieu dès 1976.

En 1979, une grève touche l'usine : elle est très dure. Dès mars 1979, l'ensemble du personnel revendique des améliorations concernant les salaires et les classifications, les conditions de travail et la garantie de l'emploi.

#### Effectifs de l'entreprise à la fin décembre de chaque année

<b>1975</b>	<b>2737</b>
<b>1976</b>	<b>2608</b>
<b>1977</b>	<b>2630</b>
<b>1978</b>	<b>2567</b>
<b>1979</b>	<b>2365</b>
<b>1980</b>	<b>2226</b>
<b>1981</b>	<b>1890</b>
<b>1982</b>	<b>1739</b>
<b>1983-1984</b>	<b>1380*</b>

**\*(objectif de la direction)**

Le 9 octobre, le personnel du service d'épuration des eaux résiduaires, n'ayant pas trouvé de compromis avec la direction, décide de se mettre en grève. En effet, dans ce service, les salariés ne bénéficient pas des mêmes avantages que les autres. Ils sont le "parent pauvre " de l'usine.

Chacun reste sur ses positions et tous les moyens sont bons pour intimider l'autre : lettre à chaque membre du personnel, menaces de chômage technique... L'arrêt de ce service entraîne celui du secteur Colorants. Le 10 octobre, des employés et des délégués syndicaux bloquent les accès

de l'entreprise. La direction assigne dix délégués à comparaître devant le tribunal de Senlis pour atteinte à la liberté du travail et de la propriété.

L'entreprise connaît une lutte de 17 jours de grève et 400 personnes au chômage technique. Cet épisode montre le désarroi et la détermination du personnel à propos du site de Villers-Saint-Paul.

	<b>1975</b>	<b>1982</b>
<b>Ingénieurs</b>	<b>171</b>	<b>80</b>
<b>Techniciens-Agents de maîtrise</b>	<b>565</b>	<b>512</b>
<b>Ouvriers</b>	<b>2008</b>	<b>1154</b>
<b>Total</b>	<b>2744</b>	<b>1746</b>

#### 1982-1992 : Des cessions sur le site et la fin d'une histoire.

Les années 1980 voient un changement de physionomie sur le site. En effet, de nombreux bâtiments ferment, certains voient leur activité transférée. Plus de 25 bâtiments ont été arrêtés (production-induits) soit 1000 emplois perdus depuis 1975. Ainsi, en décembre 1986, le bâtiment 113, surnommé " la cathédrale " du fait de son gigantisme est démoli. Cette désorganisation provoque une forte inquiétude des travailleurs, des syndicats et de la municipalité. Les éditoriaux des bulletins municipaux et les démarches officielles témoignent de l'engagement de la municipalité auprès des travailleurs. La municipalité a créé un comité local de l'emploi lors du conseil municipal du 18 janvier 1982 afin d'envisager la situation de l'emploi dans le District Urbain de l'Agglomération Creilloise (D.U.A.C.). Par ailleurs, des courriers ont été adressés au Ministre de l'Industrie et au Président de la République.

En 1982, suite à la crise généralisée des colorants, avec l'accord du

gouvernement, le secteur colorants de PCUK est vendu au groupe britannique Imperial Chemical Industries et devient ICI Francolor. Des ouvriers voient leur lieu de travail disparaître. Beaucoup sont partis pour cause de licenciement et l'entreprise ne compte plus que 1 746 salariés en février 1982 contre 2 737 en 1975. En juin 1982, la direction indique la mise en pré-retraite de 148 employés de 55 ans sur la base du volontariat.

De 1983 à 1987, les ouvriers assistent à une restructuration du site qui voit le démantèlement du groupe et l'acquisition des secteurs d'activités par différentes sociétés souvent rebaptisées.

En février 1983, la CGT et l'UGICGT-CGT élaborent un document bilan-programme " pour le développement de notre site " qui défend les atouts du site et le savoir-faire du personnel. Les syndicats se battent depuis plus de dix ans pour valoriser sa situation géographique, sa surface, afin de susciter une relance industrielle auprès du Groupe et des élus locaux. La moitié du personnel était syndiquée, les ouvriers étaient en majorité à la CGT, les agents de maîtrise à FO.

Les activités présentes sur le site sont gérées par trois sociétés. ICI Francolor produit des matières colorantes (495 tonnes/mois) et d'autres produits. CDF ORGANICHIM produit du méthanol (18 000 tonnes/mois). Enfin, la division organique de PCUK produit des intermédiaires et des résines, des polyuréthanes et des produits pharmaceutiques.

Les syndicats dénoncent la gestion passée du groupe et le désinvestissement qu'a connu l'usine de Villers-Saint-Paul. Ainsi, l'état actionnaire a décidé une augmentation de capital de CDF chimie en 1983 de 1600 millions de francs et un deuxième apport est prévu de 900 millions de francs. Pourtant, les effectifs continuent de diminuer.

	Résultats (en francs)	Effectifs des salariés
1975	34 millions	17 000
1980	886 millions	14 000

Les syndicats revendiquent un regroupement des fabrications par compagnie afin de mieux utiliser l'appareil de production et d'engendrer des économies capitales. Ainsi le pôle chimique regroupant polyesters-phtaliques-phtalates et maléiques devrait être réorganisé entre les sites de Drocourt, Chauny et Villers-Saint-Paul. Les syndicats proposent de mettre à plat les fabrications des trois sites. Ils veulent éviter une situation sans issue pour Villers-Saint-Paul en transférant les polyesters de Villers-Saint-Paul à Drocourt et en compensation les Alkydes de Drocourt vers Villers-Saint-Paul alors que la direction envisage d'arrêter rapidement cette activité.

Ils souhaitent aussi le maintien et l'extension des fabrications et des investissements. Ainsi le polystyrène expansible produit par CDF-Chimie à Villers-Saint-Paul est en concurrence avec le site de Ribécourt qui possède un procédé de fabrication avec un coût de revient plus faible. Le site de Villers-Saint-Paul est encore en danger.

En résumé, les syndicats demandent le maintien des activités les plus rentables sur le site de Villers-Saint-Paul malgré la mise en concurrence des sites du groupe.

Pour beaucoup de Villersois, la chute de la cheminée représente la fin d'une époque. La cheminée de la station de la centrale thermique a été détruite le 1er octobre 1986. Cette cheminée construite dans les années 1930 était endommagée. Elle ne fonctionnait plus depuis quelques mois car une partie s'était effondrée à la base.

## 1992-2002 : Une plate-forme transformée, un nouveau visage, plusieurs interlocuteurs.

La plate-forme a changé de visage. En effet, la place de la chimie s'est considérablement réduite par rapport notamment aux activités des PME qui ont sauvé une partie de l'emploi sur le site. Les PME sont des sous-traitants ou des entreprises occupant d'autres secteurs. Le site de Villers-Saint-Paul est passé de 2 800 emplois dans la chimie en 1972 à environ 500 aujourd'hui.

Ces transformations ont aussi des conséquences sur le territoire environnant. La halte SNCF des Près Roseaux, créée en 1955 afin d'améliorer la mobilité des employés de l'usine, est supprimée en mai 1993. Cette décision découle de la baisse progressive des effectifs de la plate-forme. Selon la SNCF, cet arrêt n'était plus justifié. Pourtant, cette décision a pénalisé des employés du site ainsi que des Villersois qui empruntaient cet arrêt.

Durant les années 1990, de nombreux investissements permettent de rendre le site performant tant au niveau de la sécurité que de l'environnement (traitement des eaux, des déchets). La plate-forme est reconnue pour ses nombreux laboratoires de recherche et d'application. Mais, il faut admettre que ces activités très spécialisées génèrent peu d'emplois.

Si, en 1990, le site devient Atochem, le 1er janvier 1992, il change de dénomination sociale et devient Elf

Atochem. Après l'arrêt de la production de méthanol, la production de formol pour les colles utilisées dans l'industrie du bois se maintient. D'ailleurs en 2002, des investissements sont engagés pour ouvrir de nouvelles unités de fabrication de formol sur le site de Villers-Saint-Paul.

Aujourd'hui, Cray Valley, filiale de Total, produit des résines acryliques pour peintures. Norsohaas produit 80.000 tonnes/an de polyacrylates utilisés dans des produits détergents. Enfin, Francolor Pigments produit des pigments bleus utilisés dans les peintures, les caoutchoucs, les encres d'imprimerie à hauteur de 3000 tonnes/an. Cette entreprise connaît une incroyable prospérité et a obtenu dès 1989, la qualification ISO 9002, elle est la première entreprise picarde lauréate de la qualification ISO 14001 pour son management environnemental après avoir réorganisé les méthodes de fabrication et mobilisé le personnel pour éviter les sources de pollution.

La municipalité et la plate-forme restent intimement liées notamment lors des journées portes ouvertes sur le site durant lesquelles les consignes de sécurité relatives à la proximité d'un site industriel de cette envergure sont rappelées à la population. La dernière a eu lieu en 1998.

## **Emilie Mairot et Gilbert Rose**

### **Sources :**

*Numéro " La plate-forme de Villers-Saint-Paul ", PCUK, avril 1974.*

*CE PCUK, Information des élus CGT, N°4, avril 1975.*

*Projet de complexe socioculturel et sportif du CE PCUK Villers-Saint-Paul, 1977.*

*Tracts de la CGT au moment de la grève d'octobre 1979.*

*Bulletins Municipaux d'informations de Villers-Saint-Paul, janvier 1978, avril*

*1980, avril 1981, février 1982, février 1983.*

*Plaquette d'information d'Elf Atochem Villers-Saint-Paul, 1996.*

*Pour le développement de notre site, Syndicat CGT-UGICGT CGT, février 1983.*

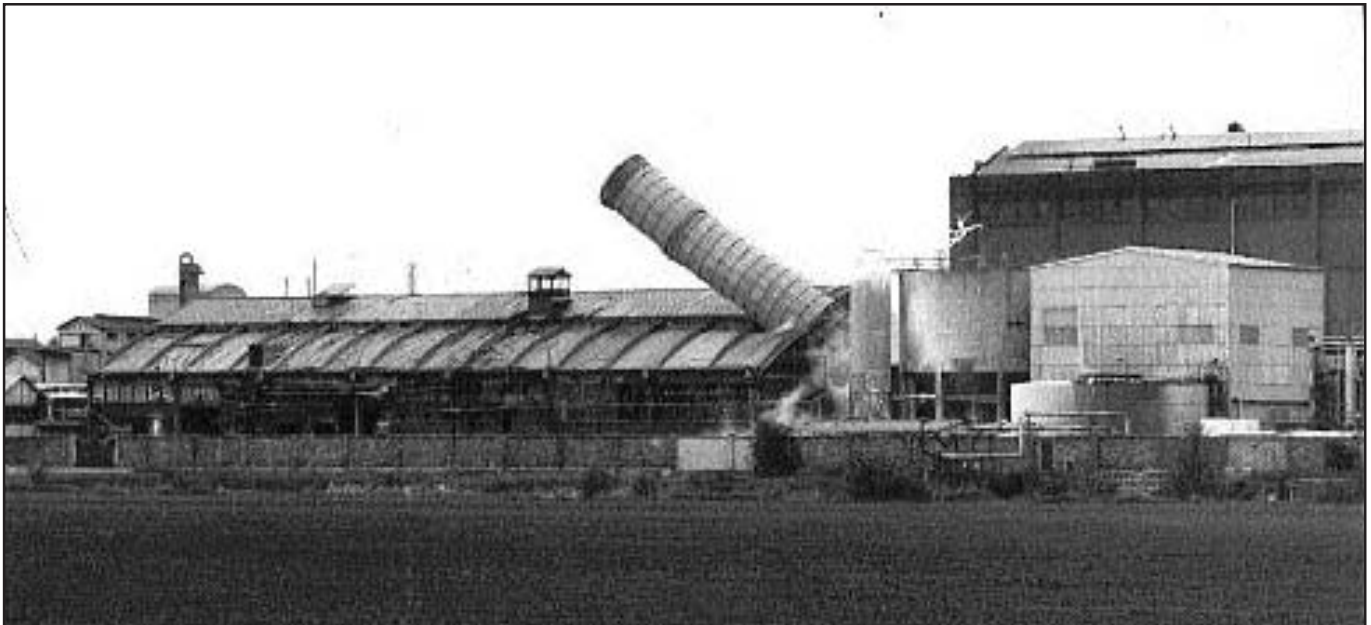
*Plaquette d'information et de prévention aux habitants, La maîtrise des risques industriels sur la plate-forme de Villers-Saint-Paul, avril 1998.*

*Les belles centenaires de Picardie, Elisabeth Gillion, Edition Monelle Hayot, 2000.*

*Numéro spécial " Echos de l'Amicale " Produits chimiques Uguine Kuhlmann PCUK, amical des anciens PCUK et filiale, septembre 2001.*



## **La chute de la cheminée**



**Ces deux articles ont été publiés dans les «Cahiers de l'A.M.O.I.».**

**S'ils vous ont intéressés, n'hésitez pas à contacter cette association et à découvrir son site**

**ASSOCIATION POUR LA MÉMOIRE OUVRIÈRE ET INDUSTRIELLE DU BASSIN CREILLOIS**

**Siège social : Mairie de Creil (60100) Contact : Evelyne Boufflet, 13 rue des Mésanges**

**60160 Thiverny – Tel. 03 44 25 43 91 Site internet : [www.amoi-assoc.com](http://www.amoi-assoc.com)**